

## DECISION DU PRESIDENT N° DECRE\_2024\_045

### Droit de Prémption Urbain Déclaration d'intention d'aliéner N° DIA 085 TdM 24H017

Le Président de Terres de Montaigu, Communauté d'agglomération,

*Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L211-1 et suivants,*

*Vu le Code des Collectivités territoriales, et notamment son article L5211-9,*

*Considérant que Terres de Montaigu, Communauté d'agglomération est compétente en matière de Plan local d'urbanisme et que par conséquent, elle est compétente de plein droit en matière de droit de prémption urbain en vertu de l'article L211-2 du code de l'urbanisme,*

*Vu la délibération du Conseil d'agglomération n°DEL20240212\_03 en date du 12 février 2024 donnant délégation à Monsieur le Président de Terres de Montaigu,*

*Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 24 mai 2024 relative à la cession de l'immeuble cadastré 217 section ZA numéros 183 et 184 située sur la commune de MONTAIGU-VENDEE (85600), Commune déléguée de Saint-Georges-de-Montaigu – 17 Rue des Grands Moulins,*

*Considérant que la déclaration d'intention d'aliéner reçue est relative à une cession d'un bien classé en zone à vocation économique cadastrée 217 section ZA numéros 183 et 184 d'une contenance totale de 00ha 53a 26ca.*

### DÉCIDE

#### ARTICLE UNIQUE

De renoncer à préempter l'immeuble cadastré 217 section ZA numéros 183 et 184 d'une contenance totale de 00ha 53a 26ca situé sur la commune de MONTAIGU-VENDEE (85600), Commune déléguée de Saint-Georges-de-Montaigu – 17 Rue des Grands Moulins.

Fait à Montaigu-Vendée

Le Président,  
Antoine CHEREAU

Signé électroniquement par : Antoine  
Chereau  
Date de signature : 05/06/2024  
Qualité : Président de Terres de  
Montaigu Communauté  
d'agglomération



Certifiée exécutoire par le Président,  
compte tenu de la réception en Préfecture  
et de sa publication et/ou de sa notification.

La présente décision peut faire l'objet d'un  
recours devant le Tribunal Administratif de  
Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – CS 24111  
– 44041 NANTES Cedex) dans un délai de  
deux mois à compter de sa publication et/ou  
notification